



L'ÉCOLE EN DANGER PLUS QUE JAMAIS !

Après les annonces d'Attal de décembre et celles du Président de la République pour fixer la feuille de route de son nouveau gouvernement à la suite de son remaniement, nous ne pouvons plus douter des objectifs de ces personnes installées au pouvoir.

Les sorties de la ministre de l'Éducation Nationale confirment également leur mépris pour l'École publique, ses élèves et ses personnels.

Halte au MÉPRIS et à l'École du tri social

Grève et manifestation unitaires le jeudi 1^{er} février

- **Contre** la casse du service public d'Éducation et le tri social.
- **Pour** une augmentation des salaires pour toutes et tous.
- **Pour** la création urgente de postes pour réduire le nombre d'élèves par classe et assurer le remplacement.
- **Pour** la réussite de toutes et tous nos élèves.

le jeudi 1^{er} février 2024.

AG 10h

Bourse du Travail, salle CEUD,
pour discuter et construire ensemble les suites de la mobilisation.

Manifestation 14h,

place de la Bourse

Nous, organisations syndicales FSU, FNEC-FP-FO, CGT Educ'Action, SUD éducation, SGEN-CFDT, UNEF, FSE, Union Étudiante de bordeaux, FIDL ne pouvons pas laisser l'École devenir un outil de sélection et de reproduction sociale où ses personnels deviennent corvéables avec pour récompense rémunération et promotion au mérite.

La crise de recrutement dans l'éducation se pérennise et toutes les études montrent que la faiblesse des salaires est le premier obstacle à l'attractivité des métiers de l'éducation. Nos organisations exigent de véritables augmentations salariales en particulier par une augmentation significative du point d'indice pour tous les personnels dans ce contexte de forte inflation, ainsi que l'abandon du pacte. Par ailleurs, le ministère s'entête à refuser les mesures salariales d'urgence qui permettraient de sortir les AESH et les AED de la précarité. Pour la reconnaissance de leurs métiers, imposons un statut de fonctionnaire d'État permettant à ces personnels de sortir de la précarité.

Il est encore temps de renoncer aux suppressions de postes pour permettre notamment d'alléger les effectifs par classe mais aussi d'assurer les remplacements. Il faudrait également recruter davantage de personnels dans l'ensemble des équipes pluriprofessionnelles. La dégradation des conditions de travail et la perte du sens du métier doivent être prises au sérieux. La formation continue saccagée, l'inclusion sans moyens, les effectifs nombreux dans les classes, l'augmentation des missions y compris pour les administratifs, etc. contribuent à dégrader encore davantage les conditions de travail.

Sur la question de l'inclusion, tous les voyants sont au rouge et les personnels enseignants et AESH sont à un point de rupture.

Au lieu de protéger et revaloriser tous les personnels pour permettre à toutes et tous les élèves de réussir dans une École émancipatrice, ministres et président nous proposent avec « leur choc des savoirs » d'utiliser de vieilles recettes humiliantes et stigmatisantes comme l'illustrent la mise en place de groupes de niveaux en mathématiques et français au collège.

Toutes ces réformes, comme celle de la voie professionnelle, sont à rebours des enjeux éducatifs, engagent des bouleversements majeurs en termes de savoirs et de connaissances pour les élèves et ont un impact lourd sur les conditions de travail de l'ensemble des personnels.

Plus globalement, les mesures « choc des savoirs » dessinent un projet d'École qui revient sur l'objectif de démocratisation et aggrave les inégalités. Elles vont encore dans le sens d'un contrôle accru du travail enseignant (manuel unique, méthodes imposées, évaluations standardisées) contre la liberté pédagogique.

Nos organisations syndicales sont unies

- **Pour exiger le retrait de telles annonces et réformes qui organisent le tri social,**
- **Pour obtenir la reconnaissance de nos métiers qui passe par une revalorisation de tous les salaires sans condition et la mise en place de statuts protecteurs, seule solution pour sortir certains personnels de la précarité.**
- **Pour exiger un.e Ministre de plein exercice à l'Éducation Nationale qui respecte et défende le service public d'éducation.**

Pour toutes ces raisons, les organisations FSU, FNEC-FP-FO, CGT Educ'action et SUD éducation, SGEN-CFDT, UNEF, FSE, Union Étudiante de bordeaux, FIDL appellent à se mobiliser par des actions diversifiées dès maintenant dans ce contexte de préparation de rentrée et à construire une journée de grève et de manifestation ce jeudi 1^{er} février. La FCPE 33 nous apporte son soutien.